

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 24/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SODIPAN LE NAPPAGE**

95 Rue du Petit Champ  
Boulevard industriel  
BP 518  
76800 Saint-Étienne-Du-Rouvray

Références : UDRD-2026-03-T-108  
Code AIOT : 0003900628

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement SODIPAN LE NAPPAGE implanté 95 rue du petit champ boulevard industriel 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle et de l'action régionale sur la disponibilité des moyens de défense incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODIPAN LE NAPPAGE
- 95 rue du petit champ boulevard industriel 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0003900628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

SODIPAN Le Nappage (anciennement SODIPAN TABLE appartenant au groupe Le Nappage) est une société qui fabrique des serviettes en papier, assiettes en carton et nappes en papier sur son site de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Pour rappel du contexte, les activités étaient auparavant exploitées par la société SCA Tissue sur un site plus large bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté de 2013. En 2017, le site a été scindé en deux parties distinctes. La société SODIPAN TABLE a racheté une partie des activités exercées par la société ex SCA TISSUE FRANCE, notamment l'ensemble des terrains, construction, matériel de production du bâtiment A, ainsi que les stocks de matières premières, emballages et produits finis.

Les activités de SODIPAN Le Nappage sont régulièrement réglementées par arrêté préfectoral du 03/03/2017 au nom de SODIPAN TABLE.

Suite à des difficultés financières liées à la période de COVID19, SODIPAN Le Nappage a été racheté par le groupe Stepak Bourdin au 1er août 2025.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Défense incendie -RIA	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Défense incendie - extinction automatique	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.10	Demande d'action corrective	1 mois
4	Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 7.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 7.3.1	Demande d'action corrective	12 mois
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 1.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Autosurveillance rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 9.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen a été mené par sondage. La visite a mis en évidence que :

- des robinets d'incendie armés et des extincteurs présents sur le site sont non-conformes,
- le mur coupe-feu présent sur le site a des portes dont l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le degré coupe-feu, et une ouverture y a été pratiquée pour le passage de câbles électriques sans que celle-ci soit rebouchée avec un produit garantissant les caractéristiques REI du mur,
- le dernier contrôle par thermographie infrarouge a mis en évidence une anomalie que l'exploitant n'a pas corrigée.

Aussi, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'article 7.3.2 de son arrêté préfectoral et des articles 4.5 et 4.8 de l'arrêté ministériel du 02/12/21 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées formule plusieurs demandes d'actions correctives dans les délais indiqués auprès de l'exploitant concernant :

- la vérification du débit du poteau incendie de son site et l'amélioration de sa visibilité,
- la correction des non-conformités relevées dans le compte-rendu de vérification périodique,
- la réalisation d'un contrôle complet de ses installations électriques dans l'année,
- la mise en place d'une convention avec le site voisin afin de garantir un second accès au site pour le service d'incendie et de secours,
- la mise à jour de son plan des réseaux avec l'ensemble des informations demandées dans l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activités autorisées
2450	A	<b>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante :</b>	– Unité A : encre à l'eau et contenant moins de 10 % de solvants : 400 kg/j (avant

		<p><b>A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</b></p> <p><b>a) supérieure à 200 kg/j</b></p>	<p>dilution)</p> <p>- Unité B encre à l'eau et contenant moins de 10% de solvants : 200 kg/j (avant dilution)</p> <p>- Videojet : 7 kg/j</p> <p>Total : quantité totale équivalente = <b>307 kg/j</b></p>
2445	E	<p><b>Transformation du papier, carton</b></p> <p><b>La capacité de production étant :</b></p> <p><b>1) supérieure à 20 t/j</b></p>	<p>14 machines de production représentant une capacité totale de production de <b>55 t/j</b></p>
1414	DC	<p><b>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés</b></p> <p><b>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)</b></p>	<p>1 poste d'alimentation en gaz GPL des chariots.</p>
1510	DC	<p><b>« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</b></p> <p><b>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</b></p> <p><b>c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup></b></p>	<p>Stockage de matières premières :</p> <p>- Atelier A : 22 440 m<sup>3</sup>.</p> <p>Total : <b>22 440 m<sup>3</sup></b></p>
4718	DC	<p><b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformé-</b></p>	<p>1 cuve de propane de <b>12,5 tonnes</b></p>

		<p>ment aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>	
--	--	--	--

#### Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'évolution de la situation administrative de son site par courriel du 21/01/2026.

Il indique par ailleurs lors de la visite que l'activité du site a diminué. Le site fonctionne en 3x8 heures, uniquement lors des jours ouvrés.

Concernant l'activité d'imprimerie, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il a diminué sa consommation de produits de revêtement. Il déclare consommer au maximum 140 kg/j d'encre et de vernis. Ces produits contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi. Ainsi, la quantité retenue pour le classement ICPE du site est de 70 kg/j. L'unité B mentionnée dans l'arrêté préfectoral n'existe plus. L'activité de vidéojet est toujours d'actualité (7 kg/j). **Avec une consommation maximale journalière de 77 kg/j, le site devient classé à déclaration sous la rubrique 2450.**

Concernant l'activité de transformation du papier et du carton, l'usine comprend 14 machines représentant une capacité totale de production de 93 t/j pour un fonctionnement en 3x8 heures. Au regard de l'activité réelle exercée sur le site, l'exploitant déclare que le seuil de 55 t/j est respecté.

**Le site reste soumis à enregistrement sous la rubrique 2445.**

Enfin, l'exploitant indique que la chaudière, d'une puissance de 1,45 MW n'a pas été prise en compte dans le classement ICPE du site, malgré sa présence historique. En séance, l'exploitant est invité à vérifier sa conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif à la rubrique 2910.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré stocker des produits finis au sein de l'atelier A de production. Il est rappelé qu'il est possible de stocker les en-cours jusqu'à 2 jours de production. Au-delà, le local doit être pris en compte dans le volume de la rubrique 1510.

L'inspection des installations classée prend note de ces évolutions et acte la situation administrative du site qui est à ce jour :

Rubrique	Intitulé	Capacité de l'activité	Régime
2445	Transformation du papier, carton. La capacité de production étant supérieure à 20 t/j	14 machines de production représentant une capacité totale de production de 55 t/j	E
2450-A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : b) Supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j	– Unité A : Encres et vernis contenant moins de 10 % de solvants organiques = 140 kg/j (coefficient de 0,5)  – Videojet : 7 kg/j  Quantité totale équivalente = 77 kg/j	D
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de Gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1 poste d'alimentation en gaz GPL des chariots	DC
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au	Stockage de matières premières : 22 440 m <sup>3</sup>	DC

	1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>		
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	1 cuve de propane de 12,5 tonnes alimentant la chaudière	DC
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière alimentée en propane de 1,45 MW	DC

Lors des échanges, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait de demander l'abrogation de son arrêté préfectoral pour ne plus être soumis qu'aux arrêtés ministériels de prescription générales (AMPG). Un arrêté préfectoral est de toute manière nécessaire pour acter la situation administrative du site.

L'exploitant peut demander via un porter à connaissance à ce que son arrêté préfectoral soit modifié afin que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement. Ce



porter à connaissance s'accompagne d'un document justifiant du respect des prescriptions applicables aux installations soumises à enregistrement, ainsi que, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales sollicitées par l'exploitant. Au regard des distances des phénomènes dangereux mentionnés dans l'arrêté préfectoral actuel du site, des prescriptions particulières sont nécessaires sur ce site.

A ce jour :

- les règles de procédures applicables au site restent celles de l'autorisation ;
- le régime des installations est celui de l'enregistrement et de la déclaration ;
- les AMPG E et D s'appliquent aux installations sous réserve de l'arrêté préfectoral (c'est-à-dire que si des dispositions sont contradictoires, c'est la norme la plus contraignante qui s'applique) ; les dispositions applicables des AMPG sont celles des installations existantes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Défense incendie -RIA

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

### **Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

I. L'installation est dotée de moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;
- d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :
  - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
  - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :

- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;
- indique aux services d'incendie et de secours l'existence des points d'eau incendie, les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et, le cas échéant, des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).

II. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

[...]

#### **Constats :**

Le contrôle a été mené par sondage. Concernant les RIA, l'exploitant a justifié de la réalisation d'un contrôle de vérification le 23/6/2025. Le rapport fait état de 8 robinets non-conformes sur les 17 que compte le site. L'exploitant déclare ne pas avoir engagé les démarches de mise en conformité.

Par courriel du 3 mars 2026, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention de la société contrôlant les extincteurs du 24 février 2026. Il fait état de 3 extincteurs avec une corrosion prononcée et inutilisables en l'état. Le rapport ne mentionne pas le remplacement de ces extincteurs.

Par ailleurs, le SDIS 76 s'est rendu sur le site le 30/09/2019. Suite à cette visite, il a établi par courriel du même jour que le besoin hydraulique du site est d'environ 90m<sup>3</sup>/h. Le site dispose d'un hydrant sur son emprise dont le débit et la pression n'étaient pas connus à cette date. Le SDIS recommande alors que des conventions d'utilisation des hydrants soient passées entre les entreprises voisines afin que la défense en cas d'incendie soit mutualisée.

Lors de la visite du 9 février 2026, l'exploitant déclare qu'il n'a pas mis en place ces conventions.

Par courriel du 23 février 2026, l'exploitant a transmis le compte-rendu d'essai du poteau incendie présent sur son site, réalisé le 19 juillet 2023. Celui-ci fait état d'un débit de 116m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ; le besoin hydraulique réglementaire est donc atteint. Le rapport indique également que le poteau n'est pas signalé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la vérification du débit du poteau incendie de son site et d'améliorer sa visibilité sous 3 mois.

Non-conformité n°1 : L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 02/12/21 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous 1 mois en assurant la maintenance des RIA selon les référentiels en vigueur et en remplaçant les extincteurs inutilisables.

#### **Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Défense incendie - extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Systèmes de détection et extinction automatiques.</b>  Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est protégée par un système d'extinction automatique installé en 2018, reprenant une partie de l'ancien réseau établi en 1996, selon le référentiel NFPA 13. L'installation a été contrôlée le 21/08/2025. Le rapport fait état de non-conformités au référentiel en vigueur dont certaines remontent à 2017. Il ne mentionne cependant pas de risque de mise en échec du système.</p> <p>Certaines des anomalies relevées peuvent être corrigées rapidement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n° 2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de corriger dans un délai de 1 mois les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déplacer le stockage important de Bobines (12 Tires de + de 4 bobines de ouate) et de 9 palettes de cartons d'emballage actuellement réalisé dans le local dépoussiéreur,</li> <li>• remplacer le thermoplongeur HS,</li> <li>• maintenir le stockage sur palette sans cartonnette ou installer des caillebotis ajourés à + de 70%,</li> <li>• déplacer les bobines de papier stockées verticalement dans la zone ESFR,</li> <li>• remplacer les 2 batteries de 2021,</li> <li>• réinstaller les plaques de retenues de chaleurs absentes.</li> </ul> <p>Demande n°3 : dans un délai de 1 an, corriger les autres anomalies relevées dans le rapport de vérification des installations d'extinction automatique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Murs coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Les locaux à risque particulier d'incendie sont isolés par des parois verticales et planchers hauts de caractéristiques minimum REI 60, avec blocs-portes de caractéristique minimum REI 30 et munis de ferme-portes.</p> <p>Des parois et portes de caractéristiques minimum REI 60 sont présentes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en face Sud et Nord-Est du bâtiment « produits finis »;</li> <li>• en séparation de l'atelier B et du magasin matières premières de l'unité B;</li> <li>• en séparation de l'atelier A et du magasin matières premières de l'unité A.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  <p>Lors de la visite il a été constaté la présence d'un mur coupe-feu entre l'unité de colisage et l'atelier de production. Le local de matières premières se situe dans le local suivant l'unité de colisage et ils ne sont pas séparés par un mur coupe-feu.</p> <p>Dans ce mur coupe-feu il existe un passage de câbles électriques. Le passage n'est pas étanché par un produit garantissant le caractère coupe-feu du mur.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté la présence de portes-coupe feu pour le passage des piétons, le passage des chariots élévateurs et le passage des convoyeurs (4 portes au total). Elles n'ont pas été vérifiées depuis 2019 et celles des piétons et des chariots élévateurs sont détériorées. L'exploitant indique qu'il travaille à leur remplacement.</p> <p>Le degré coupe-feu du mur n'est plus établi. Aussi, il est proposé à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 7.3.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 03/03/2017 en rétablissant le degré coupe-feu 2h du mur sous 3 mois.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Non-conformité n°2 : l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 7.3.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 03/03/2017 en justifiant du degré coupe-feu du mur sous 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques du site, réalisé du 8 au 13 octobre 2025. Le rapport mentionne que la vérification réglementaire est incomplète en raison du refus de l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis ; il doit organiser avec l'organisme accrédité une intervention complémentaire dès que possible. Par ailleurs, une partie des installations n'a pas été vérifiée. L'exploitant a présenté en séance son fichier de suivi des observations relevées ; des actions sont engagées voire réalisées.  Par ailleurs, l'exploitant a présenté en séance le rapport de contrôle de ses installations électriques par thermographie réalisée du 16 au 17 juin 2025. Les cellules hautes tensions n'ont pas pu être contrôlées. Le rapport fait état d'une anomalie sur le contacteur d'un compresseur et mentionne qu'un départ de feu ou d'incendie est possible. En séance, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les mesures prises pour la mise en conformité de son installation. Par courriel du 23 février 2026, l'exploitant indique avoir créé un ordre de travaux et s'engage à les réaliser avant juin 2026. Au regard du risque incendie généré par cette anomalie et de la présence de matières combustibles sur le site, il est proposé à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 4.8 de l'arrêté ministériel du 02/12/21 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous 1 mois en corrigeant la non-conformité de l'installation électrique identifiée lors du contrôle par thermographie réalisée du 16 au 17 juin 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°4 : l'inspection des installations demande à l'exploitant de faire réaliser un contrôle complet de ses installations électriques dans l'année et d'en fournir le justificatif.  Non-conformité n°3 : l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 4.8 de l'arrêté ministériel du 02/12/21 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous 1 mois en corrigeant la non-conformité de l'installation électrique identifiée lors du contrôle par thermographie réalisée du 16 au 17 juin 2025.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'au moins de deux accès opposés correctement identifiés, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté que le site ne dispose que d'un seul accès depuis la rue du petit champ. Néanmoins, un autre accès pour les sapeurs-pompiers est possible via le site voisin au Nord. Ce point a été mis en évidence lors de la visite du SDIS 76 le 30/09/2019. Le compte-rendu de cette visite mentionne que l'accès aux quatre façades du bâtiment est possible depuis une voie engin qui ne fait pas le tour complet de l'installation et que pour palier ce point, le service d'incendie et de secours propose que l'accès à l'entreprise voisine soit maintenu. Lors de la visite du 9 février 2026, l'exploitant indique que la convention avec le site voisin n'a pas été formalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°5 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place dans l'année une convention avec le site voisin afin de garantir un second accès au site pour le service d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 7 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> </ul>

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes d'isolement, compteurs, pompes de relevage...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne, externe ou directement au milieu naturel).

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 4 février 2026 le plan des réseaux du site. Celui-ci ne mentionne pas le réseau d'alimentation en eau potable. Ainsi, les dispositifs de protection de l'alimentation, les vannes d'isolement, les compteurs, n'apparaissent pas sur le plan fourni.

Le dispositif d'obturation du réseau d'eau pluviale n'est pas mentionné sur le plan transmis, ni le système de traitement des eaux pluviales avant rejet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°6 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter le plan des réseaux avec l'ensemble des informations demandées dans l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Autosurveillance rejets eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2017, article 9.2.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.		
Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets		
Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
Type de suivi	Périodicité de la mesure	
Rejets des eaux pluviales		
MES	mesure	annuelle
DCO	mesure	
DBO5	mesure	
Hydrocarbures	mesure	
<b>Constats :</b>		
L'exploitant a présenté en séance le contrôle réalisé en 2025. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		